



FRANCE

Affaire Benalla : l'Élysée sous une pression accrue

POLITIQUE

**Le Sénat a pointé
mercredi des
« dysfonctionne-
ments majeurs »
au sommet de l'Etat.**

**Le parquet de Paris
a ouvert la semaine
dernière une en-
quête préliminaire
pour dissimulation
de preuves.**

Pierre-Alain Furbury
@paFurbury
et Grégoire Poussielgue
@Poussielgue

Si Emmanuel Macron espérait voir l'affaire Benalla – réduite par l'exécutif à une « *dérive individuelle* » – s'estomper avec le temps, c'est raté. Mercredi, la pression s'est au contraire considérablement accrue sur la présidence de la République, avec l'annonce de l'ouverture par le parquet de Paris, en fin de semaine dernière, d'une enquête préliminaire pour « entrave à la manifestation de la vérité » et un rapport accablant de la commission des Lois du Sénat.

Après six mois de travail, le président Les Républicains de la commission, Philippe Bas, et les deux corapporteurs, Muriel Jourda (LR) et Jean-Pierre Sueur (PS), ont demandé que des poursuites soient engagées

pour « faux témoignage » contre l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron et contre Vincent Crase, l'ancien réserviste de la gendarmerie et salarié de La République En marche (LREM) présent à ses côtés lors des violences du 1^{er} mai dernier. Déjà mis en examen, les deux hommes ont été placés mardi soir en détention provisoire pour ne pas avoir respecté leur contrôle judiciaire.

« Contrevérités »

Mais la commission d'enquête parlementaire, jurant n'avoir pour objectif que « *la recherche de la vérité* », ne s'est pas contentée de cibler Alexandre Benalla. Elle a pointé l'« *imprudence* », le « *manque de diligence* » et les « *graves défaillances* » de l'Élysée et, notamment, les « *omissions, incohérences et contradictions* » de trois hauts responsables lors de leurs auditions, sous serment. Sont pointés du doigt le secrétaire général, Alexis Kohler, le directeur du cabinet du chef de l'Etat Patrick Strzoda – deux rouages essentiels de l'exécutif – ainsi que le chef de la sécurité de la présidence, le général Lionel Lavergne. Ils « *ont retenu une part significative de la vérité* », a écrit la commission à Gérard Larcher, le président du Sénat.

La riposte n'a pas tardé, sur le fond du rapport comme sur la forme, l'exécutif accusant le Sénat de ne pas respecter la séparation des pouvoirs. « *L'Ely-*

sée aura l'occasion d'apporter des réponses factuelles sur manifestement beaucoup de contrevérités qui se trouvent présentes dans le rapport », a taclé le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, tout en « *trouvant curieux que les assemblées aient à se prononcer sur l'organisation du pouvoir exécutif* ». Il n'a pas précisé dans quels délais seront apportées ces réponses au rapport, qui fait l'objet d'une lecture assidue à l'Élysée. « *En attaquant l'Élysée, Philippe Bas abîme les institutions. On est dans la politique politicienne* », s'enflamme un conseiller d'Emmanuel Macron, dénonçant « *un rapport pour affaiblir l'exécutif, exclusivement à charge* ». La garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a elle aussi estimé qu'on n'était « *pas complètement dans le respect de la séparation des pouvoirs, tel qu'il est prévu dans la Constitution* ».

Epée de Damoclès

Cela n'empêche pas le coup d'être rude pour Emmanuel Macron, dans la tourmente depuis la révélation de l'affaire. Au-delà du seul cas d'Alexandre Benalla, c'est son premier cercle et le mode de fonctionnement de l'Élysée qui sont mis en cause. Alexis Kohler, donné partant depuis plusieurs semaines (selon « *Le Canard enchaîné* », il aurait sondé la commission de déontologie pour aller chez Renault), et Patrick Strzoda se retrouvent avec au-



dessus de leur tête l'épée de Damoclès d'une enquête judiciaire. Ce nouvel épisode de l'affaire Benalla intervient dans une période charnière pour Emmanuel Macron, en pleine ouverture de l'acte II de son quinquennat avec le grand débat et en plein remaniement de son cabinet, avec les départs récents de son conseiller en communication Sylvain Fort, de son conseiller politique Stéphane Séjourné et de son conseiller spécial Ismaël Emelien. Une certitude : l'Elysée va devoir continuer à vivre avec une affaire qui n'en finit pas d'alimenter la chronique. ■

Les proches du chef de l'Etat dénoncent un rapport « à charge », accusant le Sénat de ne pas respecter la séparation des pouvoirs.



Au-delà du seul cas d'Alexandre Benalla, c'est le premier cercle et le mode de fonctionnement de l'Elysée qui sont mis en cause. Photo Stéphane Mahé/Pool/AFP